

I- Ensemble des textes qui organisent le MEPS :

1- Décret n°2016-506 du 13 juillet 2016 portant organisation du Ministère de l'Emploi et de Protection Sociale ;

2- Décret n°2021-190 du 28 avril 2021 portant attributions des membres du gouvernement.

II- Ensemble des Textes et Règlements qui impliquent le MEPS :

II-1- Au niveau des Traités et Conventions :

Traité instituant la Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale ;

Convention n°144 sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail ;

Convention n°189 relative au travail décent pour les travailleuses et travailleurs domestiques.

II-2- Au niveau des Lois :

1- Loi d'orientation n°98-594 du 10 novembre 1998 en faveur des personnes handicapées ;

2- Loi n°2010-272 du 30 septembre 2010 portant interdiction de la traite et des pires formes de travail des enfants ;

3- Loi n°2014-131 du 24 mars 2014 instituant la couverture maladie universelle ;

4- Loi n°2015-532 du 20 juillet 2015 portant code du Travail ;

5- Loi n°2018-978 du 27 décembre 2018 déterminant les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Etat.

II-3- Au niveau des Ordonnances :

Ordonnance 2017-017 portant modification de l'ordonnance n°2012-303 du 04 avril 2012 portant organisation des régimes de pension gérés par la CGRAE.

II-4- : Au niveau des Décrets :

1- Décret n°91-652 du 09 octobre 1991 portant création et organisation d'un établissement public à caractère administratif dénommé INFS ;

2- Décret n°91-814 du 11 décembre 1991 portant classification des établissements sanitaires et sociaux ;

3- Quatre décrets d'application du Code de travail :

a- Décret n°96-194 du 07 mars 1996 relatif au travail temporaire

b- Décret n°96-198 du 07 mars 1996 relatif aux conditions de suspension du contrat, pour maladie du travailleur ;

c- Décret n°96-207 du 07 mars 1996 relatif aux délégués du personnel et délégués syndicaux ;

d- Décret n°96-208 du 07 mars 1996 relatif à la procédure de conciliation concernant le différend collectif du travail.

4- Décret n°97-632 du 03 novembre 1997 portant publication du traité instituant la Conférence Interafricaine de Prévoyance Sociale (CIPRES), signé le 22 septembre 1993 à Abidjan ;

5- Décret n°2011-371 du 04 novembre 2011 modifiant et complétant l'article 2 du décret n°96-205 du 07 mars 1996 déterminant la liste et le régime des jours fériés ;

6- Décret n°2014-395 du 25 juin 2014 portant création de l'institution de prévoyance sociale dénommée « Caisse Nationale d'Assurance Maladie » en abrégée IPS-CNAM ;

7- Décret n°2014-395 du 25 juin 2014 portant de l'institution de prévoyance sociale dénommée « Caisse Nationale d'Assurance Maladie » en abrégée IPS-CNAM ;

8- Décret n°2018-456 du 09 mai 2018 relatif à l'emploi des personnes handicapées dans le secteur privé.

II-5- : Au niveau des Arrêtés :

1- Arrêté interministériel n°342 du 26 mai 2008 portant création de la commission de recrutement dérogatoire de personnes handicapées à la Fonction Publique ;

2- Arrêté n°009/MEMEASS/CAB du 19 janvier 2012 révisant l'arrêté 2250 du 14mars 2005 portant détermination de la liste des travaux dangereux interdits aux enfants de moins de 18 ans ;

3- Arrêté 2015-855/MEMEASSFP/CAB du 30 décembre 2015 portant application du barème des salaires minima catégoriel conventionnel ;

4- Arrêté n°2019-043/MEPS/CAB/ du 18 avril 2019 portant attributions, organisation et fonctionnement des Directions Régionales de la Protection Sociale du MEPS ;

5- Arrêté n°2020-012/MEPS/CAB/ du 30 janvier 2020 portant revalorisation des primes mensuelles de transport des travailleurs du secteur privé ;

6- Arrêté n°2020-056/MEPS/CAB/ du 24 juin 2020 portant nomination des membres du comité tripartite de lutte contre l'impact de la pandémie de la covid-19 sur le monde du travail.